

ARRÊTÉ 2022/UPF – 03

Portant nomination de la référente alerte

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment l'alinéa 2 de l'article 6 ter A ;
Vu la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, notamment les articles 6 à 9 ;
Vu le décret n° 99-445 du 31 mai 1999 portant création de l'Université de la Polynésie française ;
Vu le décret n° 2017-564 du 19 avril 2017 relatif aux procédures de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein des personnes morales de droit public ou de droit privé ou des administrations de l'État ;
Vu l'arrêté du 3 décembre 2018 relatif à la procédure de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alerte au sein du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
Vu la circulaire du 19 juillet 2018 relative à la procédure de signalement des alertes émises par les agents publics dans le cadre des articles 6 à 15 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, et aux garanties et protections qui leur sont accordées dans la fonction publique ;
Vu les statuts de l'université de la Polynésie française ;

Considérant la lettre de mission adressée à l'intéressée,

Le président de l'université de la Polynésie française,

ARRÊTE :

ARTICLE 1 : Désignation

Madame Amandine GILLE est nommé référente alerte pour l'université de la Polynésie française.

ARTICLE 2 : Missions

Madame Amandine GILLE est chargée d'exercer la mission de recueil des signalements émis par les lanceurs d'alertes, telles que définies par l'article 6 de la loi du 9 décembre 2016 susvisée, dans les conditions fixées par arrêté du président.

Elle bénéficie d'une indépendance dans l'exercice de sa mission.

ARTICLE 3 : Durée de la mission

La mission confiée à Madame Amandine GILLE prend effet à compter de la date de publication indiquée ci-dessous.

Elle prend fin au terme du mandat du président en exercice de l'Université de la Polynésie française.

La durée du mandat ne peut être modifiée sans son accord.

ARTICLE 4 : Publication

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site web et intranet de l'Université de la Polynésie française.

ARTICLE 5 : Exécution

La directrice générale des services de l'Université de la Polynésie française est chargée de l'exécution du présent arrêté dans les conditions légales et réglementaires en vigueur.

À PUNAAUIA, le 17 février 2022.

Le Président,



Pr. Patrick CAPOLSINI